

International

REGARD MEXICAIN SUR LES CONSÉQUENCES DES GUERRES DE TRUMP

Saul Escobar Toledo

05/09/2025

La diplomatie et la politique commerciale brutales et unilatérales de l'administration Trump II ne sont et ne seront pas sans conséquences à court et moyen termes pour les anciens partenaires des États-Unis, mais également pour les citoyens étatsuniens. Saul Escobar Toledo, chercheur à l'Institut national d'anthropologie et d'histoire (INAH) de Mexico et président de l'Institut d'études ouvrières Rafael Galván, livre son analyse.

Depuis son investiture, en janvier dernier, Donald Trump a ouvert plusieurs fronts de guerres simultanément. Ces offensives, comme il est d'usage dans ce type de confrontation, visent à détruire l'adversaire ou à lui infliger un maximum de dommages. Le gouvernement des États-Unis est conscient qu'il devra en assumer le coût, et que ses propres forces subiront des pertes, tant humaines que matérielles. La stratégie vise donc à ce que ses pertes soient moindres que celles de l'ennemi, pour alors obtenir sa reddition ou son affaiblissement maximal.

Le gouvernement des États-Unis a ainsi ouvert presque simultanément trois fronts, chacun répondant à une stratégie propre et des actions distinctes, mais avec le même objectif : imposer sa volonté pour restructurer non seulement l'économie mondiale, mais également l'idéologie et les modes de gouvernement de nombreuses nations.

Le premier front de bataille s'est ouvert sans effusion de sang : il repose sur la menace d'imposer des droits de douane à pratiquement tous les pays, y compris à des alliés stratégiques tels que le Canada, le Mexique ou encore l'Union européenne, même si l'objectif principal demeure la Chine. L'objectif est d'isoler économiquement le géant asiatique pour l'affaiblir, de conquérir des parts de marché dans le reste du monde, d'améliorer la position commerciale des États-Unis en réduisant leur déficit et, ce faisant, d'obliger Pékin à revoir à la baisse ses ambitions expansionnistes et militaires.

La stratégie de Donald Trump consiste à attaquer d'abord, puis à négocier. C'est ainsi que le niveau

des droits de douane annoncé pour chaque pays a fluctué en permanence, et a été ajusté à la fois en fonction des réactions des partenaires visés et sous l'effet des pressions exercées en interne par les grandes entreprises américaines.

Il a pu dès lors obtenir quelques grandes victoires : le Canada et l'Union européenne ont accepté de renoncer à certaines impositions sur les géants technologiques américains présents sur leurs territoires, tandis que l'Europe a consenti à accroître ses dépenses militaires. Pourtant, aucune suppression effective des droits de douane n'a été obtenue.

La Chine s'est d'abord vu imposer par Donald Trump une surtaxe de 34%, portée ensuite à 125%, puis à 145%, en tenant compte des taux antérieurs instaurés sous Joe Biden. Par la suite, les deux nations ont convenu d'un compromis fixant les droits américains à 30% et, du côté chinois, à 10%. Cette négociation paraît cependant transitoire, le temps que les parties élaborent des réponses plus efficaces. Il s'agit d'une trêve et non de la fin de la guerre.

Le deuxième front s'est ouvert le 21 juin dernier, lorsque l'aviation américaine a ciblé trois sites nucléaires en Iran, à l'issue de plusieurs jours d'échanges de tirs de missiles entre Téhéran et Israël. Dans la foulée, Washington a proclamé la conclusion d'une trêve permettant la suspension des hostilités.

Selon de nombreux observateurs, il s'agit d'une trêve fragile, bien qu'incontestablement elle puisse être perçue comme une victoire pour Israël et les États-Unis. Les objectifs de ces deux puissances sur ce front restent toutefois incertains. D'un côté, Israël a reconnu vouloir « changer le régime » iranien, c'est-à-dire faire tomber le gouvernement des ayatollahs et faciliter la venue d'une administration clairement alignée sur ses intérêts et ceux des États-Unis. De son côté, le président Trump a déclaré que son unique objectif consistait à empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.

Parallèlement, Israël, avec le soutien des États-Unis, a poursuivi son offensive à Gaza, en Palestine, dans ce qui s'apparente à un massacre sans fin. Ici, l'objectif affiché est de détruire toute résistance des forces du Hamas. Il n'est pas exclu que cette opération conduite, à terme, à l'instauration d'une administration directe d'Israël sur les territoires palestiniens.

Ce qui est certain, c'est que le coût de la guerre se mesure en un nombre de victimes humaines et de destructions matérielles considérable, et que les conséquences seront durables dans la région. L'affaiblissement actuel de l'Iran ne met en effet pas fin aux hostilités.

Le troisième front de Trump se joue sur son propre territoire. Les ennemis sont ici les migrants et

les personnes d'apparence « latine ». Les rafles menées présentent un caractère raciste évident, touchant aussi bien les sans-papiers que certains résidents légalement établis aux États-Unis. Parallèlement, des méthodes cruelles ont été utilisées, telles que la déportation de migrants vers des pays tiers, où ils sont incarcérés dans des quartiers de haute sécurité, loin des centres urbains. L'objectif est davantage politique qu'économique et militaire : il s'agit de séduire un électorat spécifique, en particulier d'origine anglo-saxonne, pour conforter le pouvoir du Parti républicain et celui de Donald Trump. Il convient de rappeler qu'en novembre 2026 auront lieu les élections pour renouveler, partiellement, le Congrès.

Ces trois fronts risquent de peser sur l'économie des États-Unis. La guerre commerciale devrait engendrer des conséquences négatives pour la population des États-Unis, et plus particulièrement parmi les plus pauvres. Le budget adopté le 1^{er} juillet dernier par le Sénat, puis par le Congrès, a démantelé plusieurs programmes sociaux, fragilisé les services de santé et le système de retraites, tout en réduisant les impôts des plus riches. Il devrait accroître la dette publique d'environ 3,3 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Ces factures combinées sont susceptibles, tôt ou tard, de provoquer un ralentissement de la croissance économique et d'accroître le risque de récession, voire d'une crise financière.

La politique menée contre les migrants risque de générer des goulots d'étranglement sur le marché de l'emploi dans certaines régions et secteurs, tout en suscitant l'inquiétude et le malaise social, avec des conséquences économiques potentielles pour les États-Unis.

Dans le domaine de la défense, l'accalmie au Moyen-Orient n'entraînera pas de réduction des dépenses militaires, dans la mesure où les tensions mondiales se sont exacerbées en raison des actions militaires menées par Washington.

Pour le Mexique, la guerre commerciale, celle menée contre les migrants et la lutte contre le trafic de stupéfiants composent un mélange dangereux. Ces trois fronts de guerre, usant de différents instruments et stratégies, poursuivent un objectif commun : affaiblir le gouvernement mexicain pour l'obliger à négocier dans des conditions défavorables. La révision de l'ACEUM [Accord Canada-États-Unis-Mexique, remplaçant l'ALENA, Accord de libre-échange nord-américain] reste en suspens, et il est probable que les États-Unis chercheront à conditionner les échanges de marchandises et de services à de nouvelles dispositions plus strictes. Cela pourrait inclure l'instauration de la «[règle des origines](#)», imposant que les exportations mexicaines vers les États-Unis intègrent un pourcentage plus élevé d'intrants produits sur le territoire américain. Washington pourrait également exercer des pressions sur le gouvernement mexicain pour qu'il ralentisse le flux de personnes arrivant à la frontière avec les États-Unis et qu'il cesse de défendre les citoyens

victimes d'arrestations et d'emprisonnements illégaux. C'est ce qu'a fait la présidente Sheinbaum après les manifestations de protestation de Los Angeles, ce qui lui a valu d'être accusée d'avoir encouragé la violence. La guerre contre le trafic de stupéfiants servira de prétexte pour contraindre le gouvernement mexicain à renforcer la police et la surveillance que celle-ci exerce. Les lois récemment adoptées concernant la Garde nationale, le blanchiment d'argent, les communications ou la création d'une nouvelle carte d'identité (dite CURP biométrique¹) sont sans aucun doute bien vues par Washington, car toutes les informations collectées peuvent être partagées avec les Américains en vertu de «[Accords de coordination](#)» visant à lutter contre la criminalité organisée.

Enfin, un ralentissement de l'économie des États-Unis, couplé à l'augmentation des droits de douane et à l'adoption de règles plus strictes pour les exportations, affectera directement l'économie mexicaine.

En conclusion, les guerres menées par Donald Trump auront des conséquences douloureuses pour les États-Unis, comme pour le reste du monde. Leurs effets sont imprévisibles et s'inscrivent sur le long terme. Très probablement, le Mexique en pâtira économiquement, mais également en matière de droits humains. À court terme, notre capacité de réponse est limitée. Cependant, les calculs de Trump pourraient se retourner contre lui de façon brutale : les dommages infligés à son économie, à ses concitoyens et à son électorat pourraient être catastrophiques. On assisterait alors à la chute d'un régime tyrannique et belliqueux. Les prochains mois, jusqu'aux élections de novembre 2026, vont être décisifs.

Traduction de Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Fondation.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. Le *Clave Única de Registro de Población (CURP)* est à la fois le nom d'une base de données et du numéro d'identification national. Tout citoyen ou résident du Mexique en reçoit un.